



PRÉFET DU GARD

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Occitanie

Unité interdépartementale Gard-Lozère
Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le - 2 SEP. 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE n° 2025-030N

portant sur le renouvellement d'une carrière et sur l'exploitation d'une station de transit de déchets inertes extérieurs, sur le territoire de la commune de Beaucaire aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin

Exploitant : Heidelberg Materials France Ciments

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code civil ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 (station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 21 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée 2022-2027 ;
- Vu** l'arrêté cadre départemental n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de la mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département du Gard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2025-03-28-00005 du 28 mars 2025 relatif à la prévention des incendies par le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1833/14-12-93 du 17 décembre 1993 autorisant la SA Calcia à exploiter à ciel ouvert une carrière de calcaire et de cailloutis sur le territoire de la commune de Beaucaire aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-246N du 2 novembre 1999 autorisant la société Ciments Calcia à porter les fronts d'abattage jusqu'à une hauteur de 25 mètres pour l'exploitation de sa carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Beaucaire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-066N du 23 juillet 2010 concernant la remise en état de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-028N du 22 mars 2012 concernant les garanties financières pour la remise en état de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016 concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-155-DREAL du 16 septembre 2020 concernant la surveillance des mesures de vibrations de tirs de mines de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-048 du 14 septembre 2022 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-064-DREAL du 2 novembre 2023 prorogeant de 18 mois l'arrêté préfectoral n° 1833/14-12-93 du 17 décembre 1993 modifié autorisant l'exploitation d'une carrière de roche calcaire, sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-047-DREAL du 24 septembre 2024 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société Heidelberg Materials France Ciments pour l'exploitation de sa carrière de roche calcaire située sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin, relatives aux dispositions applicables en cas de période de sécheresse ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-039-DREAL du 2 juin 2025 prorogeant de 24 mois l'arrêté préfectoral n° 1833/14-12-93 du 17 décembre 1993 modifié autorisant l'exploitation d'une carrière de roche calcaire, sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin ;
- Vu** la demande d'autorisation environnementale déposée par voie de la téléprocédure le 10 août 2022 par Ciments Calcia, incluant une demande de dérogation à l'interdiction d'atteinte pour certaines espèces protégées et certains habitats d'espèces protégées au titre des articles L. 411-1 et suivants du code de l'environnement, concernant le renouvellement d'une carrière et l'exploitation d'une station de transit de déchets inertes extérieurs, sur le territoire de la commune de Beaucaire ;
- Vu** l'accusé de réception délivré automatiquement en date du 10 août 2022 ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande en réponse aux contributions des services, de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et du Conseil National de la Protection de la Nature, compilés dans une nouvelle version du dossier de demande déposée en ligne le 6 février 2025 ;
- Vu** les dossiers annexés à la demande d'autorisation complétée, notamment l'évaluation environnementale, l'étude d'impact et l'étude de dangers ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 31 janvier 2023 ;
- Vu** l'avis favorable sous conditions au titre de l'article R. 181-28 du code de l'environnement, émis par le Conseil National de la Protection de la Nature, le 13 janvier 2025 ;
- Vu** l'avis n° 030-2025 du conseil municipal de Jonquières-Saint-Vincent en date du 22 mai 2025 ;
- Vu** le courrier de l'exploitant en date du 24 juin 2024 informant du changement de dénomination sociale à compter du 1er juillet 2024, Ciments Calcia devenant Heidelberg Materials France Ciments (nom commercial : HM France Ciments) ;
- Vu** le dossier initial présenté par le pétitionnaire présentant un projet de forage pour un prélèvement, la recommandation de la MRAE "d'éviter de réaliser un nouveau forage dans l'aquifère hauterivien pour un usage du type arrosage des pistes et de rechercher d'autres solutions plus favorables" et le dossier final du 6 février 2025, présenté à l'enquête publique, mentionnant que le site est alimenté en eau pour l'arrosage des pistes à partir du réseau BRL à raison de 40 000 m³/an à 45 000 m³/an, en grande partie alimenté par le Rhône et que pour tenir compte de la recommandation de la MRAe, Heidelberg Materials France Ciments ne voit aucune objection à poursuivre, sous réserve de l'accord de BRL, ce mode de fonctionnement sur le long terme sans la réalisation d'un nouveau forage dans l'aquifère hauterivien ;
- Vu** la décision n° E25000037/30 du 25 mars 2025 du président du tribunal administratif de Nîmes, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2025 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale unique présentée par la SAS Heidelberg Materials France Ciments, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roche calcaire et de molasse calcaro-gréseuse et de la création d'une station de transit dans le cadre de l'accueil de déchets inertes extérieurs, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin, sur le territoire de la commune de Beaucaire ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de Beaucaire, Comps, Jonquières-Saint-Vincent et Vallabrègues, de l'avis d'enquête publique ;
- Vu** la publication en date des 11 avril et 5 mai 2025 de l'avis d'ouverture d'enquête dans le journal *Midi Libre* et celle du 11 avril 2025 pour une durée de 30 jours dans *Objectif Gard* ;
- Vu** les registres d'enquête ;
- Vu** l'avis motivé du commissaire enquêteur daté du 30 juin 2025, reçu en Préfecture le 3 juillet 2025 ;
- Vu** le courrier du pétitionnaire, daté du 15 juillet 2025, incluant 7 annexes, en réponse notamment à la réserve émise par le commissaire enquêteur ;
- Vu** l'ensemble des pièces du dossier ;
- Vu** le rapport et les propositions de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie en date du 12 août 2025 ;

- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé n° 2C18066194946 du 19 août 2025, accusé réception le 25 août 2025 ;
- Vu** le courrier recommandé n° 2C16694754952 de l'exploitant du 28 août 2025, accusé réception le 1^{er} septembre 2025, stipulant qu'après lecture du projet d'arrêté, il émet des observations sur le projet d'arrêté ;
- Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
- Considérant** que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation environnementale est sollicitée, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement susvisé ;
- Considérant** que la carrière exploitée par Ciments Calcia, devenue Heidelberg Materials France Ciments, a déjà été exploitée par les arrêtés préfectoraux susvisés ;
- Considérant** la maîtrise foncière de la carrière par le pétitionnaire, Heidelberg Materials France Ciments, des terrains projetés ;
- Considérant** que les engagements de l'exploitant contenus dans son dossier de demande et notamment les études d'impacts et de dangers, sont complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation conformément à l'article L. 512-1 du code de l'environnement susvisé ;
- Considérant** qu'au cours de l'instruction de la demande, le pétitionnaire a été conduit à apporter des compléments à son projet initial en réponse aux observations des services et organismes permettant de préciser et compenser les inconvénients des installations projetées ;
- Considérant** que les engagements du pétitionnaire contenus dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, révisé et déposé en ligne le 6 février 2025, permettent de préciser et compenser les inconvénients des installations projetées ;
- Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement susvisé, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
- Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- Considérant** que le guide "Remblayage de carrières à ciel ouvert par des déchets inertes", référencé Ineris - 201162 - 2342192 - v1.0 du 22 décembre 2021 définit les bonnes pratiques sur les critères de stabilité des remblais ;
- Considérant** que le dossier final soumis à l'enquête publique ne présente plus demande d'un prélèvement dans les eaux souterraines pour la carrière ;
- Considérant** que le projet prévoit la pose de 3 piézomètres supplémentaires pour assurer un meilleur suivi du niveau des eaux souterraines et assurer une épaisseur suffisante de recouvrement entre le fond de la carrière et le toit de la nappe en position haute et donc une protection suffisante contre le risque de pollution ;
- Considérant** que le projet prévoit un accroissement des surfaces décapées et mises à nu susceptibles d'accroître les débits des eaux de ruissellement ;
- Considérant** que les cartes des bassins versants produites par le bureau d'études spécialisé et présentées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, révisé et déposé en ligne le 6 février 2025, font apparaître que les eaux du site sont dirigées vers le fond des excavations où elles sont infiltrées ou évaporées sans rejet dans le réseau hydrographique superficiel avoisinant ;
- Considérant** que le pétitionnaire est soumis au code civil et ne peut faire obstacle à l'écoulement des eaux provenant des fonds supérieurs sur ses terrains et resterait responsable des déviations des eaux de ruissellement qu'il organiserait vers les fonds inférieurs ;
- Considérant** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée des milieux aquatiques en participant à la protection de la ressource en eau et à l'objectif de bon état écologique des cours d'eau ;

- Considérant** que le projet requiert des besoins en eau nécessitant des mesures d'adaptation au changement climatique pour assurer le fonctionnement en sécurité des installations et la préservation de la ressource en eau ;
- Considérant** qu'il convient par conséquent de suivre les consommations d'eau et d'encadrer une utilisation économe de la ressource en particulier aux périodes des plus fortes demandes pour l'AEP et l'irrigation agricole ;
- Considérant** que la demande de dérogation au titre des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement concerne 70 espèces de la faune protégée et porte sur la perturbation intentionnelle de spécimens ainsi que sur la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de ces espèces ;
- Considérant** que le projet de renouvellement de la carrière de calcaire sur la commune de Beaucaire répond à une raison impérative d'intérêt public majeur, en particulier au regard des besoins en matériaux de construction pour le soutien au développement démographique et économique régional, la contribution nécessaire à la construction d'infrastructures publiques, sociales, de transports ou d'ouvrages d'arts dans les années à venir, par la fourniture en calcaire pour l'alimentation de la cimenterie implantée historiquement à Beaucaire, exploitée par Heidelberg Materials France Ciments produisant annuellement 600 000 à 700 000 tonnes de ciment, employant directement 110 personnes et générant environ 500 emplois indirects ;
- Considérant** que la production de ciment de la cimenterie de Beaucaire contribue à l'objectif économique visant à maintenir une autosuffisance et une indépendance de la production de ciment en France et en Europe ;
- Considérant** qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour la réalisation de ce projet, en raison de la rareté du gisement répondant à la qualité recherchée et nécessaire, de la proximité de la carrière avec le site de valorisation des matériaux et de fait la moindre consommation de CO₂ liée au transport ;
- Considérant** que le demandeur s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures pour éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces protégées, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande de dérogation, complétées ou précisées par les prescriptions mentionnées dans le présent arrêté ;
- Considérant** que dans ces conditions, la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;
- Considérant** l'avis favorable du commissaire enquêteur sur l'autorisation environnementale sollicitée sous réserve de sortir du périmètre ICPE le secteur sud de compensation écologique au lieu dit Enclos de Forton, pour une surface de 17,5 ha consacrée à la mesure d'évitement n° 1 ME1 ;
- Considérant** qu'en définitive cela correspond à sortir du périmètre ICPE les parcelles sises au lieu dit Enclos de Forton et cadastrées ZC 7, ZC 35, ZC 51, ZB 45, ZB 47 et ZB 49 pour partie, soit une surface exacte de 20ha09a26ca par rapport à l'emprise du projet soumis à l'enquête publique ;
- Considérant** la décision du pétitionnaire de ne pas exploiter les cailloutis alluvionnaires superficiels sur une bande de 20 m en limite sud de la carrière, sur une superficie de 1,5227 ha, pour un total d'environ 135 000 tonnes, initialement projetés d'être extraits pour des raisons d'unité paysagère liée à un autre projet de carrière, jouxtant celui du pétitionnaire et finalement renoncé par son demandeur, Heidelberg Materials France Granulats, par courrier daté du 18 juin 2025 adressé au Préfet ;
- Considérant** par conséquent les modifications apportées au dossier du 6 février 2025 par Heidelberg Materials France Ciments, dans son courrier susvisé daté du 15 juillet 2025, incluant 7 annexes, en réponse à la réserve émise par le commissaire enquêteur et à l'absence d'extraction des cailloutis alluvionnaires superficiels ;
- Considérant** ces modifications apportées au dossier du 6 février 2025 par Heidelberg Materials France Ciments, dans son courrier susvisé daté du 15 juillet 2025, incluant 7 annexes, notables mais non substantielles ;
- Considérant** qu'il est nécessaire de tenir compte des 7 documents suivants annexés au courrier susvisé d'Heidelberg Materials France Ciments, daté du 15 juillet 2025 concernant le plan cadastral révisé intégrant l'emprise réduite du projet, le plan de situation actualisé du projet réduit, le tableau parcellaire actualisé, le plan de réaménagement final adapté à l'emprise réduite du projet, les 6 plans quinquennaux d'exploitation et de garanties financières adaptés à l'emprise réduite du projet ainsi que les justificatifs actualisés de calcul des garanties financières tenant compte de l'emprise

réduite du projet, de l'absence d'exploitation des cailloutis alluvionnaires superficiels et du dernier Index Travaux Publics TP01 publié par l'INSEE ;

Considérant que le projet est intégré dans la planification publique au niveau local et régional (SCOT, RNU, schéma régional des carrières) ;

Considérant que les compléments et engagements fournis par Heidelberg Materials France Ciments dans son dossier d'autorisation environnementale, révisé et déposé en ligne le 6 février 2025, puis complété par son courrier du 15 juillet 2025 susvisé, sont de nature à répondre aux réserves attachées aux avis des services sur les enjeux biodiversité, paysagers et patrimoniaux, aux avis des conseils municipaux des communes concernées et aux observations du public ;

Considérant la prise en compte des enjeux environnementaux ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire informé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1 Bénéficiaire de l'autorisation

Heidelberg Materials France Ciments (nom commercial : HM France Ciments) (SIRET 654 800 689 00196), dont le siège social est situé 4 place des Saisons – Tour Alto – 92400 Courbevoie est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin, les installations détaillées dans les articles suivants.

L'adresse administrative est : Cimenterie HM France Ciments - Route de St-Gilles - 30300 Beaucaire.

La présente autorisation tient lieu de dérogation à l'interdiction de détruire, capturer, déplacer les individus, détruire ou altérer les habitats des espèces protégées est accordée en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement, aux conditions du titre 6 ci-après, pour les espèces listées en annexe 4-A (conformément aux formulaires CERFA n° 13 614*01 du 7 février 2024 relatif à la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées et n° 13 616*01 du 7 février 2024 relatif à la capture ou l'enlèvement, la destruction ou la perturbation intentionnelle des spécimens d'espèces animales protégées).

La présente dérogation est délivrée sous réserve du respect, par le bénéficiaire, des prescriptions du présent arrêté. Le bénéficiaire prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact de ces chantiers sur l'environnement et met notamment en œuvre les mesures d'évitement, de réduction voire d'accompagnements appropriés et notamment celles prescrites dans le présent arrêté.

Article 1.2 Localisation et surface occupée par les installations

(hors compensations liées à la dérogation au titre des espèces et habitats protégés)

Les installations autorisées sont situées sur le territoire de la commune de Beaucaire et concernent les 95 parcelles ou partie de parcelles listées à la page suivante, soit une superficie de 1 723 194 m², conformément au plan de situation cadastral joint en annexe 1.

L'exploitant est et reste propriétaire des terrains d'assiette qui abritent les installations autorisées dans le présent arrêté.

Les installations sont dimensionnées et implantées conformément au dossier de demande d'autorisation dûment révisé.

Les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Lieu-dit.	Section cadastrale	N° de parcelle	Superficie ICPE	Superficie d'extraction (calcaire et molasses)
Saint Sixte	CH	1	00ha37a04ca	00ha07a04ca
		2	00ha40a97ca	00ha00a50ca
		3	02ha00a08ca	
		4	00ha64a39ca	
		5	00ha40a05ca	
		6	00ha41a67ca	
		7	00ha30a67ca	
		9	00ha07a09ca	
		10	00ha00a12ca	
		11	12ha99a25ca	
		24	00ha50a95ca	
		25	00ha13a17ca	
		26	04ha02a98ca	
		27 pp	02ha10a26ca	00ha01a16ca
Genestet	CI	23	04ha27a50ca	00ha64a73ca
		24	00ha12a60ca	00ha05a25ca
		25	00ha15a39ca	
		27 pp	00ha05a46ca	
57 pp		00ha00a28ca		
Les Carrières	CI	84 pp	04ha94a96ca	
		85 pp	00ha05a25ca	
		86 pp	01ha11a03ca	
		87	00ha09a80ca	
		88	01ha61a60ca	00ha23a68ca
		89	00ha64a10ca	00ha51a63ca
		90	00ha39a10ca	00ha39a10ca
		91	00ha11a82ca	00ha08a52ca
92	11ha07a35ca	01ha98a50ca		
Enclos de Forton	ZB	41	00ha25a59ca	00ha21a57ca
		42	00ha18a00ca	
		43	01ha94a00ca	
		44	00ha17a64ca	
		48	00ha24a86ca	
		49 pp	02ha07a00ca	01ha03a50ca
Mas de Guérin	ZB	12 pp	00ha46a30ca	00ha42a19ca
		13	00ha20a80ca	00ha05a85ca
		14	00ha78a40ca	00ha39a51ca
		15 pp	01ha18a59ca	
		16	00ha46a00ca	00ha46a00ca
		17	01ha07a10ca	01ha01a08ca
		18	00ha33a30ca	00ha33a30ca
		19	00ha30a90ca	00ha30a90ca
		20 pp	10ha44a15ca	07ha44a16ca
		29	00ha27a48ca	00ha07a29ca
		32	00ha14a40ca	00ha14a40ca
		53	00ha10a40ca	00ha10a40ca

Lieu-dit	Section cadastrale	N° de parcelle	Superficie ICPE	Superficie d'extraction (calcaire et molasses)		
Clos des Melettes	ZA	56	04ha33a00ca	02ha24a26ca		
		57	01ha21a90ca	00ha60a41ca		
		58	00ha24a50ca	00ha06a85ca		
		59	00ha10a80ca	00ha01a47ca		
		60	00ha30a90ca	00ha28a60ca		
		61	00ha38a00ca	00ha24a10ca		
		62	01ha09a50ca	00ha51a05ca		
		63 pp	00ha73a76ca	00ha16a11ca		
		64 pp	00ha68a96ca	00ha31a39ca		
		65 pp	00ha18a71ca			
		67 pp	10ha24a79ca			
		68 pp	01ha34a55ca			
		69 pp	01ha25a63ca			
		243	00ha18a80ca	00ha10a12ca		
244 pp	00ha15a99ca					
Bieudon	ZA	123 pp	00ha37a02ca			
		179	00ha81a20ca			
		180 pp	02ha36a79ca			
		214	00ha30a90ca			
		240 pp	00ha12a86ca			
		241 pp	00ha88a85ca			
		252	03ha09a74ca			
		253 pp	08ha31a98ca			
Enclos de l'Argent	ZB	2 pp	01ha26a19ca	00ha97a20ca		
		3 pp	00ha23a62ca	00ha21a86ca		
		4 pp	12ha32a78ca	12ha08a04ca		
		5	01ha63a90ca	01ha63a90ca		
		7 pp	01ha38a19ca	01ha06a71ca		
		8 pp	00ha92a05ca	00ha74a13ca		
		10 pp	00ha70a09ca	00ha33a99ca		
		11 pp	00ha21a21ca			
		30 pp	00ha74a01ca	00ha34a87ca		
		38 pp	01ha52a36ca	00ha14a16ca		
		39 pp	05ha90a25ca	04ha48a95ca		
		54	00ha09a29ca	00ha01a86ca		
		61	00ha77a05ca	00ha74a01ca		
		62	02ha17a03ca	02ha04a89ca		
63	04ha81a13ca	04ha56a24ca				
64	00ha83a83ca	00ha83a83ca				
Enclos d'Armin	ZB	22	08ha52a40ca	08ha52a40ca		
		23	00ha21a85ca	00ha20a67ca		
		24	00ha69a65ca	00ha53a98ca		
		25	00ha23a15ca	00ha23a15ca		
		27	00ha47a80ca	00ha46a11ca		
		50	05ha01a53ca	04ha93a29ca		
		51	00ha28a47ca	00ha28a47ca		
		52	00ha50a00ca	00ha50a00ca		
		65	06ha03a17ca	05ha55a99ca		
		66	06ha32a03ca	05ha19a28ca		
					172ha31a94ca	77ha22a60ca

Figure 1 : Tableau des parcelles de l'emprise autorisée

Article 1.3 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des 10 arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées sous réserve de satisfaire aux obligations de cessation définitive d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement, définies aux articles 1.3.1 et 1.3.2 suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1833/14-12-93 du 17 décembre 1993 modifié autorisant la SA Calcia à exploiter à ciel ouvert une carrière de calcaire et de cailloutis sur le territoire de la commune de Beaucaire, aux lieux-dits Saint Sixte, Genestet, Les Carrières, Enclos de Forton, Mas de Guérin, Clos des Melettes, Roc des Mourgues, Bieudon, Enclos de l'Argent et Enclos d'Armin ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-246N du 2 novembre 1999 autorisant la société Ciments Calcia à porter les fronts d'abattage jusqu'à une hauteur de 25 mètres pour l'exploitation de sa carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Beaucaire ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-066N du 23 juillet 2010 concernant la remise en état de la carrière susvisée ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-028N du 22 mars 2012 concernant les garanties financières pour la remise en état de la carrière susvisée ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 16-192N du 15 décembre 2016 concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-155-DREAL du 16 septembre 2020 concernant la surveillance des mesures de vibrations de tirs de mines de la carrière susvisée ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-048 du 14 septembre 2022 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-064 DREAL du 2 novembre 2023 prorogeant de 18 mois l'arrêté préfectoral n° 1833/14-12-93 du 17 décembre 1993 modifié susvisé ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-047-DREAL du 24 septembre 2024 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société Heidelberg Materials France Ciments pour l'exploitation de sa carrière de roche calcaire susvisée, relatives aux dispositions applicables en cas de période de sécheresse ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-039 DREAL du 2 juin 2025 prorogeant de 24 mois l'arrêté préfectoral n° 1833/14-12-93 du 17 décembre 1993 modifié susvisé.

Article 1.3.1 Cessation définitive d'activité

27 parcelles précédemment autorisées et listées à l'article 1.3.2 du présent arrêté sont annoncées dans le dossier déposé susvisé en abandon partiel et ne font plus partie de l'emprise de la présente autorisation environnementale.

Sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise la cessation d'activité conformément aux dispositions des articles R. 512-75-1, R. 512-75-2, R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.3.2 Parcelles soumises à cessation définitive d'activité

La cessation définitive d'activité concerne les 27 parcelles ou partie de parcelles listées ci-après, précédemment autorisées, situées sur le territoire de la commune de Beaucaire, représentant une superficie de 210 958 m², conformément au plan de situation cadastral joint en annexe 1 :

Figure 2 : Tableau des parcelles précédemment autorisées concernées par la cessation d'activité

Lieu-dit	Section cadastrale	N° de parcelle	Superficie ICPE Précédemment autorisée faisant l'objet d'une cessation d'activité
Saint Sixte	CH	27 pp	01ha00a43ca
		29	00ha13a17ca
Genestet	CI	14	00ha06a20ca
		15	00ha08a65ca
		16	00ha21a30ca
		17	00ha10a30ca
		18	00ha12a00ca
		19	00ha13a20ca
		20	00ha26a50ca
		21	00ha41a10ca
		22	00ha29a30ca
		26 pp	00ha14a39ca
		27 pp	04ha28a88ca
		29 pp	00ha16a09ca
		30 pp	00ha44a80ca
		31 pp	00ha28a19ca
		57 pp	00ha03a43ca
Les Carrières	CI	58 pp	00ha23a15ca
		78 pp	02ha67a77ca
		84 pp	06ha96a40ca
		85 pp	00ha00a75ca
		86 pp	00ha65a37ca
Roc des Mourgues	CH	151	00ha77a92ca
		152	00ha07a45ca
		153	00ha00a53ca
		154	01ha34a94ca
		183	00ha17a37ca
			21ha09a58ca

Article 1.4 Installations

visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents textes ministériels de prescriptions générales applicables suivants :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 (station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques) ;
- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- le guide "Remblayage de carrières à ciel ouvert par des déchets inertes", référencé Ineris - 201162 - 2342192 - v1.0 du 22 décembre 2021 définit les bonnes pratiques sur les critères de stabilité des remblais.

En cas de prescriptions divergentes avec celles du présent arrêté, la prescription la plus contraignante s'applique.

Article 2 Nature des installations

Article 2.1 Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE et IOTA

Les installations au titre des ICPE relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Volume d'activité	Régime *
2510-1	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de) 1. Exploitation de carrières	<u>Carrière de roche calcaire et de molasses calcaro-gréseuse :</u> 1 350 000 t/an moyenne 1 500 000 t/an maximum Superficie d'extraction : 772 260 m ² <u>Durée demandée</u> : 30 ans	A GF
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Stockage temporaire des stériles dans l'attente de leur utilisation pour la remise en état et, stockage temporaire de déchets inertes dans l'attente de leur utilisation Superficie de l'aire de transit : 7 000 m ²	D
1434-1	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant inférieur à 5 m ³ /h	Cuve mobile de ravitaillement des engins Débit maximal < 3 m ³ /h	NC

Figure 3 : Tableau des rubriques ICPE : * A GF : Autorisation avec garanties Financières, D : Déclaration, NC : Non Classable

Au titre de la loi sur l'eau, les installations relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Libellé	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s'inscrit l'IOTA	Régime *
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Création de 3 nouveaux piézomètres pour le suivi du niveau des eaux souterraines	D
	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou		

2.1.5.0	sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha	Bassin versant capté : 172,3194 ha Emprise de la carrière est entourée par des merlons empêchant les apports d'eaux extérieures.	A
---------	---	---	---

Figure 4 : Tableau des rubriques IOTA : * A : Autorisation, D : Déclaration

Article 2.2 Consistance des installations autorisées

L'activité principale consiste en l'exploitation d'une carrière de roche massive à ciel ouvert, hors d'eau et avec tirs de mines, dont les caractéristiques sont :

Superficie totale de l'ICPE : 172,3194 ha (renouvellement)

Carrière à ciel ouvert :

Gisement : Calcaire et molasses calcaro-gréseuses

Gisement total : 18 041 000 m³ soit 42 781 000 tonnes

Superficie de la zone d'extraction : 77,226 ha (772 260 m²)

Tonnage annuel moyen : 1 350 000 tonnes

Tonnage annuel maximum : 1 500 000 tonnes

Côte minimal de fond de fouille : 11 mNGF

Durée de l'autorisation : 30 ans

Mode d'exploitation : explosifs, engins mécaniques

Concernant l'exploitation de cette carrière, l'extraction se fait par fronts de 15 m de hauteur maximum.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Station de transit :

De superficie de 7000 m², située dans la partie nord-est du site, une station de transit permet le stockage temporaire :

- de stériles dans l'attente de leur utilisation pour la remise en état ;
- de matériaux inertes extérieurs utilisés pour la remise en état ;
- de matériaux inertes extérieurs pour ajout au mélange calcaire / molasses issus des fronts d'exploitation.

La station de transit permet l'accueil de déchets inertes extérieurs, limités à 50 000 m³/an :

- 25 000 m³/an, soit 750 000 m³ sur la durée d'exploitation, destinés à la remise en état du site avec remblayage partiel de l'excavation, conformément aux dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié susvisé ;
- les 25 000 m³/an résiduels étant valorisés dans le process par ajout dans le mélange calcaire / molasses issus des fronts d'abattage.

Les déchets admissibles sur le site sont exclusivement des matériaux extérieurs, non pollués, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local et listés en annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Article 2.3 Mode d'exploitation de la carrière

Les 6 phases quinquennales d'exploitation sont les suivantes :

Première phase quinquennale d'exploitation (t0 à t0+5 ans) :

Durant cette phase, l'extraction se concentrera d'abord au nord-est du quadrilatère des bornes milliaires, de façon à pouvoir ensuite remblayer partiellement cette zone, avec les inertes accueillis sur la station de transit.

L'extraction se poursuivra parallèlement à l'ouest de l'extraction actuelle, au centre de la carrière.

Les trois fronts avanceront parallèlement, de façon à toujours disposer d'un gisement de qualité homogène.

Le fond de fouille remontera vers le nord-ouest, réduisant dans cette direction la hauteur du front inférieur.

Environ 14,3 ha pourront être remis en état dès cette première phase, sur la moitié est du quadrilatère des bornes milliaires. Les extérieurs seront réaménagés sur 8 ha environ en friches évoluées ponctuées de ligneux. La zone centrale sera aménagée sur 2,5 ha environ avec un faible recouvrement végétal et en dépression, de façon à créer une zone en eau. Les abords de cette zone seront aménagés en friches jeunes présentant des zones dénudées (4 ha environ).

A la fin de cette phase, la ligne ENEDIS la plus à l'est sera dévoyée en aérien en limite ouest et sud de l'emprise autorisée.

Deuxième phase quinquennale d'exploitation (t0+5 à t0+10 ans) :

L'extraction portera sur les trois fronts susmentionnés qui avanceront simultanément vers l'ouest.

A la fin de cette phase, en préparation de la troisième phase quinquennale, la conduite régionale BRL enterrée sera déplacée et enfouie en limite ouest et sud du site. Pour limiter les périodes de dérangement, les trois lignes électriques ENEDIS seront déplacées et enfouies sur le même linéaire.

5,3 ha supplémentaires seront réaménagés durant cette phase, dont le tiers supérieur en friches jeunes et les deux tiers inférieurs en friches évoluées.

Troisième phase quinquennale d'exploitation (t0+10 à t0+15 ans) :

Au cours de cette phase, l'extraction avancera vers l'ouest sur environ 150 m.

Le tronçon de réseaux ENEDIS restant en aérien pourra être définitivement enterré sur la moitié Est de la limite sud de la carrière.

Près de 10,2 ha pourront être réaménagés au cours de cette phase : la moitié nord en friches jeunes, la moitié sud en friches évoluées.

Quatrième phase quinquennale d'exploitation (t0+15 à t0+20 ans) :

L'ensemble des fronts continueront à avancer vers l'ouest. Le front supérieur avancera de 150 m de plus environ sur son tiers nord qu'au niveau des deux tiers sud.

La remise en état se poursuivra vers l'ouest sur 4,5 ha environ. Dans le prolongement du réaménagement déjà effectué, la partie nord sera réaménagée en friches jeunes, et la partie sud en friches évoluées.

Cinquième phase quinquennale d'exploitation (t0+20 à t0+25 ans) :

Durant cette phase, les deux fronts supérieurs atteindront dans leur tiers nord la limite ouest de la zone d'extraction. Le front inférieur atteindra sa situation finale dès cette phase.

La remise en état pourra avancer de façon coordonnée à l'exploitation sur 2,2 ha environ, toujours répartie entre friches jeunes et friches évoluées.

Sixième et dernière phase quinquennale d'exploitation (t0+25 à t0+30 ans) :

Les deux fronts supérieurs sur les deux tiers sud continueront d'avancer vers l'ouest de leur largeur jusqu'à atteindre leur situation finale en limite ouest de la zone d'extraction.

Les fronts de tirs resteront orientés vers l'est.

Le front inférieur en-dessous de la banquette à 25 m NGF n'évoluant pas entre les cinquième et sixième phases, aucune nouvelle surface ne sera disponible durant cette phase pour la remise en état.

Article 3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans la dernière version du dossier daté du 6 février 2025 déposé par Heidelberg Materials France Ciments, complétée par les éléments de son courrier susvisé daté du 15 juillet 2025, incluant 7 annexes.

En tout état de cause, ils respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 4 Protection du patrimoine archéologique

Toute découverte de vestiges présentant un intérêt archéologique ou patrimonial est, en application des dispositions de l'article L. 531-14 du code du patrimoine, immédiatement portée à la connaissance de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Article 5 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

Article 5.1 Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-28 et L. 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale soit :

- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 5.2 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est double avec, d'une part, la restitution de la vocation naturelle du site en renforçant son intérêt d'un point de vue de la biodiversité et, d'autre part, la création d'une zone agricole ainsi que l'intégration du site dans le paysage local.

Les travaux de remise en état sont coordonnés à l'exploitation.

Le réaménagement doit être réalisé conformément aux prescriptions de l'article 45 du présent arrêté.

L'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

Article 6 Garanties financières

Article 6.1 Obligation de garanties financières

Conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant à la remise en état du site après exploitation.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

Article 6.2 Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Les montants minimum retenus par l'exploitant pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :

Phase d'exploitation	Période	Montant T.T.C.
Phase quinquennale n° 1	0 - 5 ans	1 409 581 €
Phase quinquennale n° 2	5 -10 ans	1 542 308 €
Phase quinquennale n° 3	10 - 15 ans	1 434 064 €
Phase quinquennale n° 4	15 - 20 ans	1 744 940 €
Phase quinquennale n° 5	20 - 25 ans	1 991 259 €
Phase quinquennale n° 6	25 - 30 ans	2 236 213 €

La valeur de l'index TP01 base 2010 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est de 131,4 (avril 2025, publié au J.O. du 15/06/2025). Le taux de TVA de référence est fixé à 20%.

Article 6.3 Établissement des garanties financières

Dès la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, actualisé avec le dernier index TP01 en vigueur lors de l'établissement de l'acte de cautionnement.

Article 6.4 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 6.3. du présent arrêté.

Afin d'attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Ce document est actualisé avec le dernier index TP01 base 2010 en vigueur lors de l'établissement de l'acte de cautionnement.

Article 6.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet tous les 5 ans.

L'actualisation du montant des garanties financières s'appuiera notamment sur la formule d'actualisation suivante :

$$C_n = C_r \left(\frac{\text{index } n}{\text{Index } r} \right) \times (1 + \text{TVAn}) / (1 + \text{TVar})$$

C_r = montant de référence des garanties financières.

C_n = le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution des garanties financières.

Index n = index TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.

Index r = index TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

TVAn = taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVar = taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

L'exploitant est également tenu d'actualiser le montant des garanties financières lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 base 2010 sur une période au plus égale à cinq ans, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier index public TP01 base 2010, publié au bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et, la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 6.6 Obligation d'information et modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de nature de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation et/ou de remise en état conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation et/ou de remise en état conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières prises dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Les éléments à fournir par l'exploitant pour l'établissement du montant de référence des garanties financières sont précisés dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé.

Article 6.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-7 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est

tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunération de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 6.8 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- dans le cas de non remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement,
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux dispositions du présent arrêté.

Article 6.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue par le code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée des obligations de garanties financières.

Article 7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

Article 7.1 Conformité au présent arrêté

Les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises.

L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté.

Cette vérification doit prendre la forme d'un audit réalisé par un auditeur compétent des services de l'exploitant et indépendant des services d'exploitation de la carrière. Cet audit est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il est régulièrement réalisé.

Article 7.2 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- la dernière version du dossier de demande d'autorisation datée du 6 février 2025 déposé par Heidelberg Materials France Ciments, complétée par les éléments de son courrier susvisé daté du 15 juillet 2025 ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les informations sur les produits mis en œuvre ;
- le plan d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière, actualisé une fois par an, établi en conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé relatif aux exploitations de carrières ;
- les plans d'implantation des réseaux, des points de contrôle et de mesure ;
- les rapports de visites et audits ;
- les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux ;
- les consignes prévues dans le présent arrêté ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ces documents sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 7.3 Bilan et rapport annuels

Une fois par an et avant la fin du mois de mars de l'année suivante, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé, incidents...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Ce rapport peut être transmis sous format informatique.

Article 7.4 Information en cas d'incident et d'accident

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classée, par voie électronique, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme, via la fiche de déclaration en vigueur sur le site du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI).

Des compléments peuvent être demandés autant que de besoin par l'autorité administrative.

Article 8 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

L'exploitant met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 9 Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitation précisent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'obligation du « permis d'intervention » pour le personnel des entreprises extérieures ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'incident ou d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 10 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.

Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention d'incidents/accidents.

Article 11 Conformité aux plans et données techniques

Article 11.1 Schéma prévisionnel d'exploitation

La carrière est exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande d'autorisation daté du 6 février 2025, complété par les éléments de son courrier susvisé daté du 15 juillet 2025, afin de tenir compte des dispositions du présent arrêté.

Les plans quinquennaux du phasage d'exploitation et de remise en état sont joints au présent arrêté (annexe 2).

Article 11.2 Réalisation de merlons et stockages

Les merlons et stockages réalisés ne doivent pas s'opposer à l'écoulement des eaux, notamment ils ne devront pas être implantés perpendiculairement au sens d'écoulement des eaux superficielles à l'exception des merlons aménagés de façon à assurer la transparence hydraulique.

Article 11.3 Installation de traitement des matériaux et station de transit

La station de transit est disposée et aménagée conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation, en tenant compte des dispositions du présent arrêté.

Article 12 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant, est aménagé et maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies privées et publiques et les zones environnantes, de poussières, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage ou équivalents sont mis en place en tant que de besoin.

TITRE 2 DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES À LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 13 Prélèvements et consommation d'eaux

Article 13.1 Eaux industrielles

Aucun prélèvement d'eaux industrielles dans les aquifères locaux n'est autorisé.

Les seuls 2 forages existants sur site, F1 et F2, sont exploités pour les besoins en eau des installations de traitement exploitées par Heidelberg Materials France Granulats.

La carrière est alimentée en eau brute par la société du Bas Rhône et du Languedoc (BRL) Exploitation.

Lors de la première phase quinquennale d'exploitation (t0 à t0+5 ans), l'une des deux mares créées a pour vocation le recyclage des eaux pluviales. La seconde a une vocation écologique.

Les besoins industriels en eau comprennent la lutte contre les émissions de poussières et la protection contre l'incendie.

Article 13.1.1 Mare d'eau créée à vocation recyclage des eaux pluviales

Le fond de la mare créée au cours de la première phase quinquennale d'exploitation est imperméabilisée par la mise en œuvre d'une épaisseur de 50 cm environ d'argiles rouges compactées.

Les eaux pluviales de ruissellement y sont collectées.

Dès la deuxième phase quinquennale d'exploitation (t0+5 à t0+10 ans), l'eau de cette mare est prioritairement utilisée pour les besoins en eaux industrielles du site avant celle issue du réseau BRL.

Article 13.1.2 Lutte contre les émissions de poussières

L'abattage des poussières dans la carrière et sur la piste privée est réalisé à partir d'une citerne de capacité 16 m³, tirée par un tracteur, et remplie à partir du BRL ou de la mare.

Selon les conditions climatiques (vents forts, période sèche), le volume d'eau journalier utilisé pour l'abattage des poussières est de l'ordre de 6 à 7 passages en moyenne, soit 100 à 115 m³/jour et, jusqu'à 16 passages soit 266 m³/jour.

Environ 40 à 45 000 m³ sont utilisés annuellement.

Article 13.1.3 Protection incendie

L'eau utilisée pour l'extinction d'un éventuel incendie provient de 2 bâches à eau de 60 m³ chacune, mises en place sur la carrière.

Article 13.2 Eau sanitaire

L'approvisionnement du personnel en eau potable est réalisé par la distribution de bouteilles d'eau potable.

Les autres besoins sanitaires en eau (commodités, vestiaire, réfectoire) sont assurés dans les locaux situés en dehors de l'emprise autorisée par le présent arrêté.

Article 13.3 Dispositifs de mesure totalisateur

Les ouvrages de prélèvement d'eaux sont équipés de dispositifs de disconnexion.

Ils sont tous munis de moyens de comptage mécaniques fiables et sécurisés, sans dispositif permettant la remise à zéro.

L'exploitant enregistre et conserve les relevés des consommations industrielles à minima mensuelles en situation normale et, hebdomadaires en situation de sécheresse (dès le premier niveau de vigilance). Il décompose ses consommations par poste (lutte contre les émissions de poussières et la protection incendie).

L'exploitant transmet au moins annuellement la synthèse du suivi précité, à la date anniversaire de la signature du présent arrêté, au service en charge de la police de l'eau à la DDTM du Gard - 89 rue

Weber - CS 52002 - 30 907 NIMES CEDEX 9 et à l'adresse ddtm-ser@gard.gouv.fr ou équivalent en cas de changement ou sous quinze jours sur simple demande du service.

Ces relevés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police de l'eau.

Article 14 Dispositions générales

Les mesures préventives suivantes sont prises pour prévenir toute pollution accidentelle des aquifères :

- la vérification régulière du bon état des engins de chantier, et notamment de l'absence de fuites de carburant ou d'huile au niveau des moteurs (de véhicules légers ou lourds ou de tout autre appareil muni d'un moteur thermique) ;
- la mise à disposition de pollukits en cas de pollution accidentelle provenant d'une fuite de carburant ou de liquide hydraulique venant des engins de chantier ou des camions. Leur utilisation est maîtrisée par chaque opérateur présent sur site ;
- le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels et leur élimination dans une filière de traitement des déchets adaptée ;
- les engins mobiles seront stationnés, hors période d'activité, sur l'aire étanche ;
- les stockages d'huiles et d'hydrocarbures sont disposés sur des bacs de rétention étanches de volume adapté et localisés dans un local technique fermé ;
- le contrôle des matériaux acceptés in situ. Un protocole précis est suivi pour leur acceptation ;
- la non utilisation de produits biocides sur le site d'exploitation (herbicides, pesticides ou autres produits chimiques désherbants....

En cas de déversement accidentel de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont collectées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 15 Gestion des eaux pluviales de ruissellement

Les eaux pluviales de ruissellement sont dirigées vers les points bas de la carrière.

Lors de la première phase quinquennale d'exploitation (t0 à t0+5 ans), deux mares sont créées, l'une ayant vocation au recyclage des eaux pluviales, la seconde ayant une vocation écologique.

L'exploitation de la carrière ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, eaux incendie, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Le site est isolé hydrauliquement des eaux pluviales extérieures par la construction de merlons périphériques.

Aucun rejet d'eaux superficielles n'est autorisé vers l'extérieur du site.

Article 16 Suivi et protection des eaux souterraines

Article 16.1 Piézomètres existants

Les 3 piézomètres, Pz1, Pz2 et Pz3, existent sur site :

Ouvrages	Pz1	Pz2	Pz3
Coordonnées géographiques (lambert 93)			
x (m)	828815	829067	829008
y (m)	6302467	6302772	6302665
z (m)	34,3	9,8	8,5
Code BSS	BSS004DQFX	BSS004DQFZ	BSS004DQGF

Leur localisation est fournie en annexe 3.

Article 16.2 Réalisation de 3 nouveaux piézomètres

La pose des 3 piézomètres est réalisée conformément au dossier et aux règles de l'art et à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié susvisé fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.. 214-1 à L.. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

6 mois au maximum après la réalisation des travaux, l'exploitant transmet au service en charge de la police de l'eau le dossier ouvrage exécuté, avec le rapport de la coupe du sondage, la localisation exacte du piézomètre en coordonnées Lambert 93 et GPS et son nivellement en m NGF.

Une fois par an, à la date anniversaire du premier des 3 piézomètres mis en service, le bénéficiaire transmet le rapport de suivi du niveau piézométrique au service en charge de la police de l'eau (ddtm-ser@gard.gouv.fr ou équivalent). Il compare et commente la position de la nappe avec le fond des excavations des différents secteurs et conclut sur la compatibilité.

Article 16.3 Maintien d'une épaisseur de sol non saturé de 2 mètres

L'exploitation de la carrière ne peut en aucun cas mettre la nappe souterraine à nu et une épaisseur minimale non saturée de 2 mètre est conservée.

En cas de remontée de nappe ou de mise à nu fortuite, il prévient sans délai l'inspection des installations classées et le service en charge de la police de l'eau. Il propose sans délai une procédure pour recréer une couverture suffisante avec des matériaux parfaitement inertes un peu perméables.

Article 16.4 Suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines

Article 16.4.1 Suivi quantitatif

L'exploitant réalise un suivi quantitatif du niveau piézométrique mensuellement de façon à pouvoir affiner la côte des plus hautes eaux et le gradient hydraulique au droit du site, et ainsi la côte de fond de fouille suivant les secteurs.

Ce suivi piézométrique mensuel est réalisé au droit des 6 piézomètres du site.

Article 16.4.2 Suivi qualitatif

Dès réalisation des 3 nouveaux piézomètres mentionnés à l'article 16.2 du présent arrêté, l'exploitant réalise un suivi qualitatif semestriel pour le contrôle de la qualité des eaux souterraines. Ce suivi est réalisé en amont (futurs piézomètres secteurs A et C du plan fourni en annexe 3) et en aval théorique de la carrière (piézomètre existant Pz2 et futur piézomètre secteur B du plan fourni en annexe 3).

Les paramètres suivis sont : pH, température, conductivité, matières en suspension totales, Demande Chimique en Oxygène, nitrites, nitrates, ammonium, hydrocarbures totaux (C10-C40) et métaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn et Zn).

Article 16.4.3 Transmission des données

Les résultats du suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, du service chargé de la police de l'eau et de l'ARS.

L'exploitant transmet au moins annuellement la synthèse du suivi précité, à la date anniversaire de la signature du présent arrêté, au service en charge de la police de l'eau à la DDTM du Gard - 89 rue Weber - CS 52002 - 30 907 NIMES CEDEX 9 et à l'adresse ddtm-ser@gard.gouv.fr ou équivalent en cas de changement ou sous quinze jours sur simple demande du service.

Article 17 Dispositions spécifiques en cas de période de sécheresse

L'exploitant met en œuvre les mesures d'économie prévues dans l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du département du Gard susvisé, lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte

renforcée ou de crise sont déclenchées par le préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements d'eau brute industrielle de l'établissement, soit la zone 9 « Rhône (communes gardoises) et Camargue gardoise » incluant le réseau BRL Exploitation.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site VigiEAU à l'adresse suivante : <https://vigieau.gouv.fr/>

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

TITRE 3 DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES À LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 18 Principes généraux

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature sont construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières.

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement des installations sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Des mesures préventives sont prises pour limiter les envols de poussières, conformément aux normes et réglementations en vigueur :

- limitation de la vitesse à 30 km/h sur la totalité du site ;
- en cas de besoin, par temps sec et/ou venté notamment, arrosage des pistes de la zone d'extraction, la voie privée et les stockages de matériaux ;
- les engins, conformes aux normes CE, sont régulièrement entretenus, notamment au niveau de la combustion des moteurs diesel ; quand ils ne sont pas électriques.
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Article 19 Voies et aires de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies et aires de circulation et de stationnement des véhicules et engins sont aménagées (formes de pente, etc.), dans la mesure du possible revêtues d'un enrobé (ou revêtement équivalent), et convenablement nettoyées ;
- les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules non revêtues d'un enrobé (ou autre revêtement équivalent) font l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (arrosage, ...).

Les véhicules sortant du site n'entraînent pas d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publique.

L'exploitant contrôle la mise en œuvre de ces bonnes pratiques par les transporteurs.

Les surfaces où cela est possible sont végétalisées en conformité avec le projet de remise en état, des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 20 Surveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées, conformément aux dispositions des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié susvisé.

TITRE 4 DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES À LA PRÉVENTION ET À LA GESTION DES DÉCHETS

Article 21 Principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son établissement, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

Les quantités de déchets stockés en attente d'élimination ou de valorisation sont réduites au strict nécessaire.

Des dispositions sont prises afin de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles dans des conditions économiquement acceptables.

Article 22 Séparation des déchets générés par ses activités

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblayage, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 23 Stockage et évacuation des déchets générés par ses activités

Les déchets et résidus produits sont entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination...). Chaque sortie de déchets produits sur le site fait l'objet d'un enregistrement sur le registre de suivi des déchets dont le contenu minimal des

informations est fixé par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.

Toute expédition de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagnée du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) sont interdites.

TITRE 5 DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES À LA PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 24 Principes généraux

Article 24.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier modifié susvisé relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du code de l'environnement sont applicables.

Article 24.2 Mesures de limitation mises en œuvre

Les mesures suivantes sont prises :

- exploitation réalisée en fosse,
- merlons érigés en périphérie du site,
- utilisation de véhicules de transport, de matériels de manutention et d'engins de chantier conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué, notamment en matière d'insonorisation ;
- limitation de la vitesse de circulation sur l'ensemble du site, ainsi que sur la voie privée desservant l'exploitation ;
- des consignes aux chauffeurs des poids lourds, visant l'arrêt moteur systématique lors d'immobilisations prolongées ;
- une limitation des signaux sonores avertisseurs au strict minimum. Des lampes à éclat ou des avertisseurs sonores de recul à fréquence adaptée ou à modulation automatique sont préférés aux avertisseurs sonores classiques ;
- l'intensité des signaux de reculs obligatoires pour les engins d'exploitation est réglée dans le respect des dispositions à prendre en matière de sécurité ;
- L'utilisation d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

La carrière fonctionne de 6h00 à 20h00, du lundi au vendredi, sauf jours fériés, en fonctionnement normal. Elle peut être amenée à fonctionner (extraction, hors minage) le samedi de 7h00 à 16h00 et, exceptionnellement (maximum 3 jours par an), les dimanches et jours fériés, de 7h00 à 16h00.

L'accueil des matériaux inertes fonctionne de 7h00 à 18h00, du lundi au vendredi, sauf jours fériés.

Article 25 Limitation des niveaux de bruit

Article 25.1 Niveaux limites de bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

En dehors des tirs de mines, les niveaux de bruit admissibles à ne pas dépasser en limite d'exploitation ne peuvent excéder :

- diurne : 70 dB(A) pour la période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés),
 - nocturne : arrêt des installations,
- sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 25.2 Zones à émergence réglementée

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- **émergence** : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ; dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié ;
- **zones à émergence réglementée** :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit des installations)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h (et dimanches et jours fériés)
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 25.3 Méthode

La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations sur une durée d'une demi-heure au moins.

Article 25.4 Fréquence des mesures des niveaux sonores

Une mesure des niveaux de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

Le résultat de ces mesures est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le cas échéant, l'exploitant met en œuvre des actions correctives immédiates et en informe l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de réaliser à ses frais une campagne de mesures à proximité des habitations les plus proches de la zone d'exploitation.

Article 26 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 26.1 Principes généraux

Un ensemble de dispositions sont prises concernant les vibrations et projections :

- établissement d'un plan de tir adapté en fonction des volumes et de la qualité des calcaires à abattre (charges d'explosifs, projections vers l'intérieur) ;
- utilisation d'un amorçage en fond de trou, avec des détonateurs à micro-retards qui engendrent des vibrations perçues séparément, sans accroissement de l'amplitude maximale ;
- limitation de la charge explosive totale ;
- limitation de la charge unitaire afin de garantir des vibrations inférieures à 10 mm/s pondérées en fréquence au niveau des maisons riveraines ;
- les tirs sont réalisés par une personne titulaire du Certificat de Prédisposé aux Tirs (CPT) ;
- des panneaux d'information sont mis en place sur le pourtour de la carrière pour la signalisation des tirs selon les règles de sécurité, avec signal sonore pour les personnes présentes sur site et à proximité de la carrière ;
- une bande réglementaire de retrait de l'extraction de 10 m tout autour du site est conservée ;
- les pistes internes sont régulièrement maintenues en bon état de roulement afin d'éviter les vibrations dues au roulage des camions et engins.

L'ensemble de ces mesures est porté à la connaissance du personnel qualifié et dûment habilité à l'emploi d'explosifs et aux tirs de mines, pour être appliqué lors de l'élaboration des plans de tir et la mise en œuvre des tirs.

Article 26.2 Vitesses particulières limites

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (Hz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments, les antennes de télécommunication, les réservoirs d'eau.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté préfectoral.

Article 26.3 Mesures des vitesses particulières

Un contrôle des vibrations est effectué à chaque tir conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, par une entreprise spécialisée.

Article 26.4 Autres dispositions particulières aux tirs de mines

Pour chaque tir de mines, un plan de tir est établi et fait apparaître :

- la zone de tir repérée par ses coordonnées ;
- le nombre et la position des trous de mines ;
- le numéro des détonateurs utilisés ou les dates de départ en cas d'utilisation de tir séquentiel ou non électrique ;
- la charge des trous ;
- la charge unitaire instantanée.

Sur les enregistrements recueillis, doivent être mentionnés :

- la date et l'heure de tir ;
- la référence de l'enregistrement ;
- les vitesses particulières ;
- le lieu d'enregistrement ;
- la distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir.

Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

TITRE 6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES RELATIVES À LA DÉROGATION AU TITRE DES ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS

Article 27 Période de validité

La présente dérogation est valable à compter de la date de signature du présent arrêté et pendant toute la durée d'autorisation d'exploitation de la carrière. Elle cesse d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait un délai de cinq ans avant le début de l'exploitation ou si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux ans.

Les mesures de compensation et de suivi sont mises en œuvre pendant toute la durée de l'autorisation d'exploitation de la carrière soit 30 ans, exceptée la mesure de compensation MC-G1 relative à la conversion de parcelles agricoles à l'ouest de la carrière qui sera mise en œuvre pour une durée de 35 ans.

L'exploitant informe le service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL de la reprise de l'exploitation en cas d'arrêt provisoire ou de réalisation en plusieurs phases.

Article 28 Périmètre concerné par la dérogation

L'autorisation de dérogation au titre des espèces et habitats protégés est délivrée dans les conditions d'exploitation énoncées et sur l'emprise définie à l'article 1.2 du présent arrêté. Cette autorisation inclut également les surfaces concernées par les obligations légales de débroussaillage (OLD) définies à l'article 42.3 du présent arrêté.

Si des travaux ou autres opérations interviennent en dehors de ce périmètre les éventuels impacts sur les espèces protégées et leurs habitats ne sont pas couverts par la présente dérogation.

Article 29 Autorisation spécifique du ou des écologue(s) encadrant(s)

Toute manipulation d'espèce protégée (vivante ou morte) doit faire l'objet d'une intervention par un prestataire disposant de l'autorisation préfectorale préalable nécessaire en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement. Cette autorisation est en particulier nécessaire pour le transport, l'utilisation ou la détention d'espèces protégées dans le cadre du déplacement de spécimens et, le cas échéant de la réalisation d'analyses, afin de pouvoir identifier l'espèce trouvée, lorsque cela ne peut être réalisé sur le terrain ou lorsqu'une autopsie est nécessaire en cas de doute sur les causes de mortalité.

Cette autorisation ainsi que l'information sur les capacités de conservation des cadavres chez ledit prestataire sont tenues à la disposition des services de contrôle sur simple demande.

Lorsque des analyses sont réalisées, les cadavres sont transmis à un organisme scientifique ou détruits suivant les dispositions réglementaires applicables. Les seules manipulations autorisées, en dehors de l'écologue autorisé, concernent, en cas d'impérieuse nécessité, l'enlèvement d'un animal blessé pour le conduire sans délai à un centre de soins ou le remettre à l'office français de la biodiversité (OFB).

Si les écologues retenus présentent les qualifications suffisantes, ces derniers sont autorisés, par le présent arrêté, à intervenir au titre des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement pour le transport, l'utilisation ou la détention d'espèces protégées, dans le périmètre du chantier du projet.

L'exploitant transmet au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL, les coordonnées des écologues retenus pour le suivi du chantier (en précisant les noms des intervenants et leur compétence).

Article 30 Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

Afin d'éviter et de réduire au maximum les impacts des travaux sur les espèces protégées, l'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement ci-après, détaillées en annexes 4-B et 4-F :

Numéro	Intitulé de la mesure
	Mesures d'évitement

ME1	Réduction surfacique de l'exploitation
Mesures de réduction	
MR1	Réduction de l'emprise du projet
MR2	Préservation des fronts tout au long de l'exploitation
MR3	Défavorabilisation de la zone avant exploitation
MR4	Respect d'un calendrier d'intervention pour chacune des phases d'exploitation
MR5	favoriser un réaménagement de la carrière au fur et à mesure de l'exploitation, propice à la faune/flore locale
MR6	Adaptation de la mesure de débroussaillage réglementaire autour de la carrière (OLD)
MR7	Prise en compte des espèces invasives/envahissantes au fur et à mesure de l'exploitation
Mesures d'accompagnement	
MA1	Suivi de chaque nouvelle phase d'exploitation par une structure écologue
MA2	Suivi de la faune locale tout au long de l'exploitation
MA3	Préconisations pour le remaniement d'une mare dans la partie sud de l'exploitation

Article 31 Parcelles de compensation

L'exploitant dispose de la maîtrise foncière de ces parcelles avant le démarrage des travaux. La maîtrise foncière est acquise pour une durée minimale de 30 ans sauf pour ce qui concerne la mesure de compensation MC-G1 relative à la conversion de parcelles agricoles à l'ouest de la carrière qui sera mise en œuvre pour une durée de 35 ans.

Elle est effective soit en pleine propriété par le titulaire de la présente autorisation, soit par l'acquisition des parcelles au profit d'une structure reconnue dans la gestion et la conservation des sites naturels, soit par le conventionnement, soit par un bail emphytéotique avec le même type de structure.

Les mesures de compensation sont mises en œuvre sur les parcelles listées et localisées en annexe 4-C. Ces parcelles représentent une superficie totale de 161 ha dont 103 ha dédiés à la compensation.

Article 32 Mesures de compensation

Afin de compenser les impacts résiduels des travaux sur les espèces protégées visées par la dérogation et plus largement sur le milieu naturel, l'exploitant met en œuvre les mesures de compensation suivantes :

Numéro de la mesure	Intitulé de la mesure
MC-G1	Conversion des parcelles agricoles à l'ouest de la carrière
MC-G2	Préservation des milieux présents au nord de la future extraction pour permettre la reproduction d'espèces patrimoniales
MC-G3	Préservation des milieux présents au sud de la future extraction pour permettre la reproduction d'espèces patrimoniales
MC-G4	Restauration de milieux naturels au sud-est de la carrière
MC-G5	Mise en place de gîtes pour les reptiles

Le détail des mesures de compensation est présenté en annexe 4-D.

Le financement des mesures compensatoires et leurs suivis sont à la charge des bénéficiaires et ne peuvent être substitués par des financements de politiques publiques (Natura 2000, mesures agro-environnementales et climatiques).

Le plan de gestion initial des parcelles compensatoires est transmis au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL sous 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté et devra être validé par ce même service.

Il comprendra notamment :

- un état initial complet de la biodiversité des parcelles compensatoires comprenant des inventaires de terrain en période appropriée pour relever les enjeux écologiques et réalisés selon les protocoles validés ;

- les objectifs de gestion à court, moyen et long terme ;
- les indicateurs et les résultats par espèces attendues à court, moyen et long terme garant du maintien en bon état écologique ;
- le calendrier de mise en œuvre des mesures et des suivis ;
- les indicateurs d'efficacité permettant de démontrer l'efficacité des mesures ;
- les modalités de suivi des actions du plan de gestion.

Pour l'application technique des mesures, le plan de gestion de l'ensemble des parcelles compensatoires est établi par une structure reconnue dans la gestion et la conservation des sites naturels.

Il fera l'objet d'un bilan au plus tard tous les 5 ans, lequel sera transmis au service en charge de la biodiversité de la DREAL avec tous les éléments permettant de s'assurer de son efficacité en termes de maintien ou de gain de biodiversité et si nécessaire des actions correctives envisagées pour l'atteinte de ses objectifs. Si nécessaire, des prescriptions complémentaires pourront être fixées.

En cas de poursuite de l'exploitation de la carrière au-delà de la présente autorisation d'exploiter, la durée de la mise en œuvre des mesures de compensation doit être prolongée pour couvrir la durée d'exploitation de la carrière incluant la remise en état.

Article 33 Mesures de suivi

Afin de garantir le succès des mesures environnementales, les mesures de suivi ci-après sont mises en œuvre et détaillées en annexe 4-E :

Numéro	Intitulé de la mesure
MS1	Elaboration et renouvellement d'un plan de gestion
MS2	Réalisation de suivis écologiques tout au long de la compensation
MS3	Encadrement des actions de gestion de restauration initiale de milieux et pour leur entretien

Chaque suivi possède un ou plusieurs indicateurs de suivi.

En cas de poursuite de l'exploitation de la carrière au-delà de la présente autorisation d'exploiter, la durée de la mise en œuvre des mesures de suivi doit être prolongée pour couvrir la durée d'exploitation de la carrière incluant la remise en état.

Article 34 Mesures d'accompagnement

Les mesures d'accompagnement suivantes sont mises en place et détaillées en annexe 4-F:

Numéro	Intitulé de la mesure
MA1	Suivi de chaque nouvelle phase d'exploitation par une structure écologue
MA2	Suivi de la faune locale tout au long de l'exploitation
MA3	Préconisations pour le remaniement d'une mare dans la partie sud de l'exploitation

Article 35 Mesures correctives et complémentaires

Si les suivis prévus à l'article 33 du présent arrêté mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, l'exploitant est tenu de proposer au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires. Le préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 36 Cartographie des parcelles compensatoires et transmission des données

Article 36.1 Cartographie des mesures de gestion compensatoire

L'exploitant transmet au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL avant le début des travaux, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L. 163-5 du code de l'environnement.

Il fournit le fichier au format.zip des mesures compensatoires (incluant la compression des fichiers .shx,.shp,.dbf,.prj,.qjp), issu du fichier gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Occitanie (<https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/geomce-systeme-national-d-information-geographique-a24617.html>).

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le pétitionnaire au terme de la réalisation des mesures compensatoires prescrites. Les actualisations

éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le bénéficiaire et au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL.

Article 36.2 Transmission des données

Les couches SIG des mesures ainsi que des emprises travaux sont transmises au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL en format compatible QGIS avant le début des travaux.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises aux gestionnaires du réseau du Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) en Occitanie et au Conservatoire Botanique National Méditerranéen (CBN Med) en utilisant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les données sont également transmises au système national Dépobio.

Article 37 Gestion écologique des zones relatives à l'obligation légale de débroussaillage (OLD)

Le débroussaillage permettant la réalisation des zones relatives aux OLD est réalisé conformément à la mesure MR6.

La cartographie de ces milieux sensibles par un écologue (établie à une échelle lisible pour les intervenants du chantier) est réalisée en amont des travaux et inscrite dans les documents de planification environnementale. Elle est transmise sur simple demande à l'inspecteur en charge de l'inspection pour le compte de la DREAL.

Un rapport est rédigé lors de chaque opération afin de décrire les opérations réalisées et de les cartographier. Ces documents sont mis à disposition sur simple demande de l'inspecteur en charge du contrôle.

Article 38 Modifications ou adaptations des mesures

Tous les éléments nécessaires pour préciser les engagements du dossier de demande de dérogation ayant été validés et repris dans le présent titre, toute modification des mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces et les habitats protégés prévues par le présent arrêté ainsi que les mesures d'accompagnement et de suivi, font l'objet préalablement, pour analyse, d'un porter à connaissance au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL.

Article 39 Mesures de contrôle et sanctions

La mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté font l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

TITRE 7 AUTRES DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

Article 40 Conception des installations

Article 40.1 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages du site indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 40.2 État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les Fiches de Données de Sécurité (FDS).

L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Cet inventaire est tenu à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et de l'inspection des installations classées.

Article 40.3 Propreté des installations

Les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 40.4 Contrôle des entrées et circulation dans l'établissement

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 40.5 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Les mesures destinées à réduire les risques concernent, notamment :

- l'interdiction d'accès du public aux zones dangereuses de la carrière (mise en place de clôture ou de dispositif équivalent et signalement du danger par des panneaux) ;
- l'entretien et le ravitaillement des engins roulants, en carburant, sur des aires prévues à cet effet ;
- la mise en place de pollukits (kits anti-pollution) toujours présents sur le site prêts à être utilisés en cas de fuite accidentelle ;
- la mise en place d'extincteurs dans les engins.

Article 40.6 Accessibilité du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation », une ouverture reliant la voie de desserte ou publique aux installations suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant est tenu d'assurer l'accueil et la prise en charge des sapeurs-pompiers à partir de l'entrée du site. Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être disponible pour les sapeurs-pompiers afin de faciliter leur intervention.

Article 41 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Article 41.1 Principes généraux

Des dispositions appropriées doivent être prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, stockages ou leurs annexes.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et doivent faire l'objet de consignes particulières.

Les récipients fixes de produits inflammables, toxiques ou dangereux doivent porter de manière très lisible, sur un support inaltérable, la quantité stockée, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 41.2 Rétentions

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 41.3 Fuite accidentelle de liquides sur engins

Une procédure d'intervention est établie pour remédier à une fuite accidentelle de carburant ou d'huile au niveau des moteurs (de véhicules légers ou lourds ou de tout autre appareil muni d'un moteur thermique), avec utilisation de pollukits (kits anti-pollution) toujours présents sur les installations, prêts à être utilisés.

Article 42 Dispositifs de lutte contre les risques d'incendie

Article 42.1 Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres sont étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Un moyen de communication fiable permettant d'alerter les secours (téléphone portatif par exemple) est présent sur le site, et est tenu à la disposition du personnel.

Des consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, ...) sont affichées à proximité de ce moyen de communication.

Une attention particulière est apportée à la prévention des risques d'incendie en milieu boisé (consigne permanente auprès de l'exploitant).

Les consignes sont affichées.

Article 42.2 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Article 42.3 Obligations légales de débroussaillage (OLD)

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 30-2025-03-28-00005 du 28 mars 2025 susvisé relatif à la prévention des incendies par le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt, sont respectées.

Article 42.4 Défense extérieure contre l'incendie

Le premier secours contre l'incendie est assuré par des extincteurs en nombre suffisant et maintenus en bon état de fonctionnement.

Afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie, l'exploitant tient en permanence à la disposition des sapeurs-pompiers, 2 bâches à eau de 60 m³ chacune, mises en place sur la carrière, accessibles aux engins de secours en tout temps et en toutes circonstances et conformes à la fiche technique n°5, annexe 3 du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie.

Article 43 Abattage à l'explosif

L'abattage du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant doit définir un plan de tir.

L'exploitant doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs (interdiction d'accès aux zones dangereuses,...).

Des mesures d'évacuation de personnes et de condamnation d'accès aux abords de l'exploitation situées dans un périmètre de sécurité défini, sont prévues pendant les tirs de mines.

Lors des tirs, le personnel s'assure que personne, ni aucun engin ou machine ne se trouve aux abords du site. Des signaux réglementaires (sirène ou corne) préviennent de l'imminence d'un tir.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

Les tirs de mines ont lieu à la fréquence de 1 à 3 par mois.

TITRE 8 RÉHABILITATION DU SITE

La remise en état du site est coordonnée à l'avancement des travaux d'extraction et concomitante aux phases successives d'exploitation, afin de favoriser une intégration paysagère et écologique progressive.

La remise en état du site a un objectif double avec, d'une part, la restitution de la vocation naturelle du site en renforçant son intérêt d'un point de vue biodiversité et, d'autre part, la création d'une zone agricole ainsi que l'intégration du site dans le paysage local.

Article 44 Principes généraux

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

La remise en état n'est réalisée qu'avec des matériaux non susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

Le site est restitué en fin d'exploitation, dans un état permettant la restitution d'une vocation naturelle du site.

D'une façon générale, le site est remis dans un état tel, qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le double usage prévu avec, d'une part, la restitution de la vocation naturelle du site en renforçant son intérêt d'un point de vue de la biodiversité et, d'autre part, la création d'une zone agricole ainsi que l'intégration du site dans le paysage local.

En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site, et remis dans une forme facilitant cette utilisation ultérieure.

Conformément à l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé la remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

La remise en état de la carrière doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas où l'autorisation d'exploiter a été renouvelée.

Article 45 Travaux de réhabilitation

La remise en état sera autant que possible coordonnée à l'avancée de l'extraction des matériaux de la carrière. La plupart des fronts seront talutés sur toute leur hauteur par recouvrement progressif avec une pente faible inférieure à 35° qui garantira leur stabilité à long terme. Entre chaque front, une petite risberme de 5 m de large sera aménagée pour augmenter la stabilité du talus total.

Au nord-est du quadrilatère des bornes milliaires, la zone d'extraction sera partiellement remblayée, depuis la côte 40 m NGF jusqu'au fond de fouille, avec une pente très douce de 10° environ qui assurera la stabilité à long terme des remblais. Le front supérieur ainsi que les portions de front restant apparentes subiront une purge sévère pour ne pas être source d'éboulis.

Par endroits, les fronts seront écrêtés en partie haute à l'aide de tirs de mines, sur une hauteur changeante pour faire varier la hauteur à taluter et rendre la remise en état plus naturelle. Les deux fronts inférieurs au sud du quadrilatère ainsi que les fronts leur faisant face dans le sud du site au nord de la butte naturelle seront conservés à l'état minéral, après avoir été purgés, pour diversifier les milieux créés et les mettre en valeur.

La remise en état du fond de fouille au cours des 25 premières années aura pour vocation de recréer des milieux qui ressemblent à ceux présents dans l'ouest du site, à savoir des friches. L'objectif de création de ces friches est de permettre le report de certaines espèces patrimoniales les plus impactées vers les zones réaménagées, lorsque cela est possible. La création de ces friches et leur phasage constitue ainsi une mesure de réduction des impacts écologiques. Ces friches seront créées par enrichissement naturel, plus ou moins entretenu :

- des friches jeunes, avec la mise en place de matériaux minéraux (éboulis) sur le fond de fouille. Ces

zones seront entretenues régulièrement (annuellement) ;

- des friches plus évoluées, grâce à des dépôts de terre. L'entretien sur ces secteurs sera moins fréquent (trisanneuel ou plus espacé si besoin) et pourra se faire par fauche.

Des zones à nu, complètement minérales seront également conservées, notamment autour des larges dépressions en eau, dans l'est du site (dans le secteur des friches jeunes). Ces zones seront favorables au Petit Gravelot.

Les surfaces exploitées lors de la dernière phase quinquennale d'exploitation seront aménagées ainsi :

- les fronts résiduels d'exploitation seront talutés en pente faible avec écrêtage partiel des fronts :

- le palier à 40 m NGF (13,5 ha environ), dans le sud de la zone d'extraction, localisé entre les friches centrales du site et la zone d'évitement au sud, sera aménagé en friches dites évoluées pour raccorder ces deux secteurs et permettre la circulation des espèces. Le merlon écologique de 5 m de hauteur au sud de la zone d'extraction sera alors enlevé ;

- le palier à 25 m NGF (21 ha environ) et le secteur de Bieudon au nord-ouest de la carrière (12 ha environ) localisés dans la continuité des zones agricoles situées à l'ouest du site seront réaménagés en terrasses agricoles ;

- la zone du Clos des Melettes (zone des installations actuelles de traitement exploitées par Heidelberg Materials France Granulats) sera réaménagée en friches jeunes. Les actuels bassins de décantation seront réaménagés en mares, et leurs abords seront laissés à l'état minéral.

Les 2 forages existants sur site, F1 et F2, seront rebouchés dans les règles de l'art.

Pour ce faire, les stériles de découverte (750 000 m³), les stériles d'exploitation (environ 200 000 m³ d'argiles sableuses / sable) et les matériaux inertes extérieurs accueillis (750 000 m³ au total) seront utilisés. La terre végétale stockée sous forme de merlons en périphérie du site (20 000 m³) pourra être régalée.

De nombreux aménagements à vocation écologique seront réalisés afin que ces zones soient les plus favorables possibles à la biodiversité et notamment à l'avifaune, à l'entomofaune et à l'herpétofaune (création de zones d'éboulis, de milieux humides temporaires et de zones d'enfrichement naturel).

Article 46 Phasage de réhabilitation du site

Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon les plans d'exploitation et de remise en état fournis en annexe 2.

Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé

La durée de l'autorisation de la carrière est divisée en 6 périodes pluriannuelles.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les plans en annexe 2 présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé à l'article 6.2. du présent arrêté.

Les opérations de remise en état prévues à l'échéance de chaque phase quinquennale sont terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.

Le plan de réaménagement final est fourni en annexe 5.

Article 47 Remblayage

L'accueil de matériaux inertes destinés à la remise en état du site avec remblayage partiel de l'excavation est limité à 25 000 m³/an, soit 750 000 m³ sur la durée d'exploitation, destinés à la remise, conformément aux dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié susvisé.

Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. L'exploitation de la carrière conduit à remblayer avec les stériles issus de l'extraction de la carrière et des matériaux inertes accueillis.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Les recommandations du guide de bonnes pratiques sur les critères de stabilité des remblais - Remblayage de carrières à ciel ouvert par des déchets inertes, référencé Ineris - 201162 - 2342192 - v1.0 du 22 décembre 2021, doivent être satisfaites.

En cas de remontée de nappe, le remblayage est réalisé exclusivement avec les stériles d'exploitation issus de la carrière.

TITRE 9 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA STATION DE TRANSIT

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions :

- de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 (station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques) ;
- de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- des textes relatifs à l'application du Registre National des Déchets et des Terres Excavées (RNDTS).

TITRE 10 DISPOSITIONS FINALES

Article 48 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télerecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 49 Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées ou autres sites, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 50 Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
le Maire de la commune de Beaucaire,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général



Yann GÉRARD